

face. Mais tel n'est pas le cas de l'honorable député de Last Mountain, s'il en est ainsi des autres. Il a été choisi et élu en 1917 comme partisan du gouvernement unioniste et il a loyalement appuyé ce gouvernement jusqu'à la fin de la guerre. Ensuite, qu'a-t-il fait? Il a renoncé au népotisme et aux faveurs ministérielles du gouvernement unioniste pour prendre son siège avec l'opposition et n'en a pas bougé. En 1921, il a été nommé candidat et élu comme membre d'un groupe politique fort considérable et influent de l'Ouest canadien, et il est resté indépendant envers le gouvernement, étant à cet égard dans la même position que son chef et tous les députés progressistes. Je le répète, rien ne justifie l'insinuation que l'honorable député de Last Mountain a été influencé par sa nomination. Mais l'honorable député de Fort-William, portant la parole dans le débat sur le discours du trône, a tenu le même langage, il a déclaré: "Selon moi, c'est là le plus honteux emploi des deniers publics dont il soit fait mention dans nos annales." Il est manifeste que l'honorable député pose la question devant le pays. Eh bien, monsieur l'Orateur, l'honorable député connaît mieux que personne le genre de question à sa taille. Dans les années écoulées, j'ai connu plusieurs députés bien intentionnés et fort respectés de cette Chambre, aujourd'hui disparus, qui, pour quelque raison ne pouvaient jamais s'élever à de plus hautes considérations que le nombre de saucoupes brisées et remplacées à Rideau Hall. Nous paraissions destinés à avoir toujours au milieu de nous des politiciens de cette catégorie. L'honorable député de Fort-William fait une question importante de ce déboursé, ce sera le grand cheval de bataille du parti conservateur aux prochaines élections. Voilà qui nous change des questions discutées depuis quelques années relativement au gaspillage des deniers publics. N'est-ce pas étonnant que bien que nous en soyons à la quatrième session de ce parlement, nos amis d'en face, y compris l'honorable député de Fort-William, malgré leur conviction que cette session est la dernière et qu'il y aura des élections, n'ont jamais demandé une seule fois au comité des comptes publics de s'enquérir de quelque déboursé fait par ce Gouvernement? Pareille chose s'est-elle jamais produite? Jamais. Juste après qu'un nouveau gouvernement fût bien installé au pouvoir, quand la Chambre reçut le premier rapport de l'auditeur général montrant l'état des dépenses, le comité des comptes publics se réunit, les députés de l'opposition demandèrent des documents, on les présenta au comité, et de jour en jour on poursuivit l'enquête dans le but et l'espoir de prouver quel-

que irrégularité dans les déboursés faits par le Gouvernement. Nos amis d'en face ont renoncé à cette manière d'agir en leur qualité d'oppositionnistes. Et ils ont eu raison de le faire, parce qu'ils savent fort bien qu'aucune irrégularité n'a entaché les dépenses du Gouvernement. Les choses étant ainsi, ils font état de ce déboursé de \$4,200 aux commissaires à l'exposition de Wembley, comme du grand scandale de l'administration! En d'autres termes, l'honorable député de Fort-William trouve à redire à ce que les trois whips, députés en ce Parlement, aient bénéficié, suivant son expression, d'un voyage gratuit en Angleterre. Est-ce la première fois que des députés au parlement aient joui d'un voyage gratuit outre-mer? Mais, de 1912 à 1921, ministres et députés ministériels ont traversé et retraversé l'océan aux dépens du public, avec la rapidité continue de la navette sur le métier. On ne saurait critiquer ce déboursé qu'en s'appuyant sur deux points: d'abord, la dépense a été hors de proportion avec la valeur des services rendus; en second lieu, la nomination de députés chargés de remplir une mission de ce genre est un fait sans précédent dans notre histoire politique. Examinons ces deux points.

En 1911, du temps de sir Wilfrid Laurier, il fut décidé d'envoyer une délégation parlementaire en Angleterre. Cette délégation comprenait dix-huit membres, dont cinq députés conservateurs et, je crois, deux sénateurs du même parti; le reste était composé de députés et de sénateurs libéraux. Le gouvernement anglais n'avait pas demandé l'envoi de cette délégation, comme le premier ministre actuel en a été prié l'année dernière pour l'exposition de Wembley. En 1911, un comité de la Chambre des communes anglaise avait simplement exprimé le désir que le Canada déléguât une mission en Angleterre. Les deux chefs politiques s'accordèrent pour approuver le projet. Un crédit fut voté à cet effet par la Chambre. Comme sir Wilfrid Laurier, sir Frederick Borden et M. Brodeur, ministre de la Marine et des Pêcheries, avaient été invités à la conférence impériale, ils firent aussi partie de la délégation et reçurent \$2,000 pour leurs dépenses. Sans doute, la valeur de la piastre en 1911 était bien supérieure à celle qu'elle avait en 1924. Les \$1,000 votés à chaque délégué en 1911 pour ses dépenses valaient relativement plus que les \$1,400 accordés aux délégués à l'exposition de Wembley.

Venons-en à une époque plus récente. A différentes reprises, les gouvernements conservateurs ont envoyé des missions en Europe. J'ai la liste de ces excursions et le prix qu'elles ont coûté au Trésor. En 1920-1921, le dé-